



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 13 février 1998

APERÇU

◆ Taux de chômage à la hausse en janvier

Le taux de chômage s'est accru en janvier en raison de l'augmentation du nombre de mises à pied temporaires dans les régions touchées par une tempête de verglas et d'un accroissement du nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

◆ Valeur des permis de construction en hausse

La valeur totale des permis de construction délivrés a atteint en 1997 son niveau le plus élevé en sept ans. Les permis de construction de logements unifamiliaux ont entraîné la forte hausse du secteur résidentiel.

◆ Les fabricants demeurent optimistes

En janvier, les fabricants ont dit s'attendre à ce que leur production s'accroisse légèrement au premier trimestre. Ils sont également demeurés optimistes face à l'emploi.

◆ Indice de l'offre d'emploi : aucun changement

Bien qu'inchangé en janvier, l'indice de l'offre d'emploi est demeuré à son niveau le plus élevé en sept ans.

◆ Augmentation des ventes annuelles des grands magasins

Même si leurs ventes sont demeurées stationnaires en décembre, les grands magasins ont vu leurs ventes annuelles grimper de 1996 à 1997.

◆ Mariages et divorces en baisse

En 1996, moins de couples ont convolé en justes noces, et beaucoup moins ont mis fin officiellement à leur mariage.

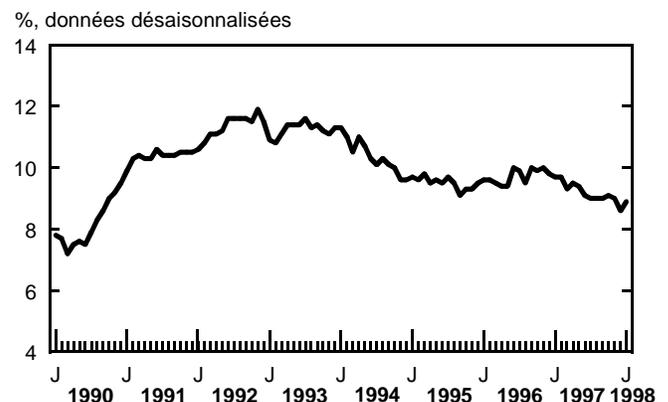
Taux de chômage à la hausse en janvier

Dans l'ensemble, l'emploi est demeuré inchangé en janvier, après s'être fortement accru pendant dix mois. On estime que le nombre de chômeurs s'est accru de 54 000 en raison de l'augmentation du nombre de mises à pied temporaires dans les régions touchées par la tempête de verglas qui s'est abattue sur le centre du Canada en janvier et d'un accroissement du nombre de personnes à la recherche d'un emploi faisant leur entrée sur le marché du travail. Par conséquent, le taux de chômage s'est élevé de 0,3 point de pourcentage, pour s'établir à 8,9 %.

À cause des fermetures temporaires d'entreprises et du nombre de travailleurs incapables de se rendre à leur travail, le nombre d'heures travaillées durant la semaine de référence a subi une baisse marquée. Au Québec, le nombre d'heures travaillées a chuté de 14 %, soit environ quatre fois plus que d'habitude de décembre à janvier. En Ontario, le nombre d'heures travaillées n'a diminué que de 4 %, les pertes enregistrées dans les régions ayant reçu la tempête ayant été contrebalancées par les hausses observées ailleurs dans la province. À l'échelle nationale, le nombre d'heures travaillées a diminué de 6 % par rapport à décembre. Ce déclin supérieur à la moyenne était presque entièrement attribuable à la perte importante du nombre d'heures travaillées enregistrée dans les régions touchées par le verglas.

(suite à la page 2)

Taux de chômage



... Taux de chômage à la hausse en janvier

Au Québec, en janvier, l'emploi a chuté abruptement (-46 000), alors que le nombre estimatif de chômeurs s'est accru de 30 000. Le taux de chômage y a donc grimpé de 0,9 point de pourcentage, pour passer à 11,3 %. Les régions de Montréal et de la Montérégie, durement frappées par la tempête, ont essuyé le gros des pertes d'emploi. Les effets de la tempête ont été beaucoup moins généralisés et ont touché une plus faible proportion de la population en Ontario, où l'emploi a poursuivi sa forte tendance à la hausse (+39 000).

Dans l'Ouest canadien, l'emploi a fortement augmenté en Alberta (+22 000). Cette hausse a cependant été contrebalancée par la baisse observée en Colombie-Britannique (-19 000). L'emploi a progressé en Nouvelle-Écosse (+5 000) et a peu changé dans les autres provinces.

Chez les jeunes, l'emploi a chuté de 22 000 en janvier, les pertes s'étendant aux emplois à temps plein comme aux emplois à temps partiel. La proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ont un emploi a chuté de 0,6 point de pourcentage, pour descendre à 50,6 %, tandis que le taux chômage des jeunes a fait un bond de 0,7 point de pourcentage, pour atteindre 16,5 %. Chez les adultes, l'emploi a légèrement augmenté. Cependant, le taux de chômage s'est également accru chez les hommes et chez les femmes, le nombre d'adultes à la recherche d'un emploi ayant augmenté.

L'emploi a continué de croître, de 61 000 en l'occurrence, dans les services aux entreprises et les services personnels. Il s'est aussi accru dans l'agriculture (+13 000) et dans l'administration publique (+12 000). Ces gains ont été contrebalancés par les pertes d'emplois enregistrées dans le commerce (-2 000), dans la

Note aux lecteurs

La semaine de référence de l'Enquête sur la population active de janvier 1998 a coïncidé avec la semaine suivant immédiatement la tempête de verglas qui a privé d'électricité des millions de résidents et de nombreuses entreprises du centre du Canada. Malgré les conditions difficiles qui prévalaient, les taux de réponses sont demeurés à 90 % ou plus dans presque toutes les régions économiques du Québec et de l'Ontario. Statistique Canada tient à remercier les répondants des régions touchées ainsi que les intervieweurs et le personnel des bureaux régionaux. Leur coopération et leurs efforts diligents dans des conditions extrêmement difficiles ont assuré la disponibilité de données de grande qualité sur le marché du travail.

santé et les services sociaux (-22 000) et dans la finance, les assurances et les affaires immobilières (-21 000). Le nombre d'emplois est demeuré inchangé dans les secteurs privé et public.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471 et 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Le numéro d'Information : population active (71-001-PPB, 11 \$/103 \$, en version papier et 71-001-PPB, 300 \$ par année, en version télécopiée) pour la semaine se terminant le 17 janvier 1998 est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les «Tendances actuelles» à la page 8.)

Enquête sur la population active, janvier 1998

Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation en %, mois précédent	Milliers	Variation en %, mois précédent	Milliers	Taux (%)
Canada	15 490,2	0,4	14 114,5	0,0	1 375,7	8,9
Terre-Neuve	237,8	-0,1	196,0	-0,2	41,9	17,6
Île-du-Prince-Édouard	70,1	-1,1	59,9	-1,5	10,3	14,7
Nouvelle-Écosse	453,5	0,8	402,6	1,3	50,9	11,2
Nouveau-Brunswick	368,1	-0,3	320,4	-0,8	47,7	13,0
Québec	3 669,7	-0,4	3 256,1	-1,4	413,6	11,3
Ontario	6 011,1	0,9	5 533,0	0,7	478,1	8,0
Manitoba	575,2	-0,4	542,4	0,0	32,8	5,7
Saskatchewan	510,8	1,1	482,4	0,6	28,4	5,6
Alberta	1 589,1	1,2	1 503,6	1,5	85,4	5,4
Colombie-Britannique	2 004,9	-0,3	1 818,2	-1,0	186,6	9,3

Valeur des permis de construction en hausse

En 1997, les municipalités ont délivré pour 31,5 milliards de dollars de permis de construction, ce qui est 20,6 % de plus qu'en 1996 et le total le plus élevé en sept ans. La valeur des intentions de construction résidentielle a connu une franche augmentation pour une deuxième année de suite. L'accroissement du nombre de permis délivrés en 1997 se reflète en partie dans les résultats d'une enquête menée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et qui signale un bond de 17,9 % du nombre de mises en chantier. En décembre, la valeur des permis de bâtir s'est accrue de 2,3 %, pour atteindre 2,9 milliards de dollars. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont tous deux contribué à l'augmentation mensuelle. La valeur des intentions de construction a progressé de 2,4 % dans le secteur résidentiel, pour franchir le cap du 1,5 milliard de dollars, tandis qu'elle s'est accrue de 2,2 % dans le secteur non résidentiel, pour monter à 1,4 milliard de dollars.

En 1997, la valeur des permis de construction résidentielle a connu une hausse de 17,9 %, pour se chiffrer à 18,5 milliards de dollars. Et une fois de plus, l'augmentation observée dans le secteur résidentiel était principalement attribuable à celle de la composante des logements unifamiliaux, la composante clé du secteur de l'habitation. Cette composante, qui représente plus de 70 % de la valeur totale du secteur résidentiel, s'est accrue de 21,3 %. En revanche, la composante des logements multifamiliaux a progressé de 9,4 %.

En Ontario, chef de file dans le secteur résidentiel, la valeur des intentions de construire a grimpé de 33,6 %, pour atteindre 7,9 milliards de dollars, ce qui constitue près de deux milliards de dollars de plus qu'en 1996. L'Alberta suivait avec une hausse de 49,6 %. Ces montées en flèche s'expliquaient avant tout par la vigueur de la construction de logements unifamiliaux. Des hausses importantes ont aussi été relevées au Québec (+ 14,3 %), au Manitoba (+ 26,5 %) et en Saskatchewan (+ 19,1 %) en 1997. Le recul le plus marqué de la valeur des permis de construction résidentielle a été enregistré en Colombie-Britannique (- 11,8 %). Des baisses significatives ont aussi été observées en Nouvelle-Écosse (- 4,5 %) et à Terre-Neuve (- 11,5 %).

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des intentions de construire s'est accrue de 24,6 %, pour atteindre 13,0 milliards de dollars. Les trois composantes – commerciale, industrielle et institutionnelle – ont contribué à part quasi égale à l'augmentation annuelle. La valeur des permis de construction commerciale a progressé de 16,9 % en raison surtout de l'augmentation des intentions de bâtir des entrepôts et des immeubles à bureaux. La composante industrielle a fait un bond de 32,3 %, éperonnée par les projets de nouvelles constructions d'envergure dans le secteur de la fabrication. La composante institutionnelle a également fait des gains (+ 34,8 %) à la faveur des intentions de nouvelles constructions et d'améliorations d'édifices dans le secteur de l'éducation.

C'est en Alberta qu'on a observé la plus forte hausse de la valeur des permis de construction non résidentielle en 1997 : 65,3 %. Cette augmentation était principalement attribuable à la montée record de sa composante industrielle et à une hausse marquée des intentions de construction commerciale. L'Ontario a enregistré une hausse de 48,1 %, qui s'explique surtout par l'augmentation

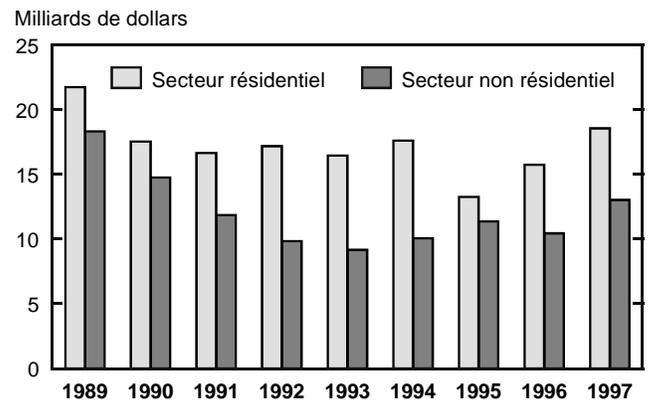
Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition se fait auprès de 2 400 municipalités regroupant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités où vivent les 7 % restants de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans le secteur de la construction a peu d'incidence sur l'ensemble.

La valeur des activités de construction prévues exclut les travaux d'ingénierie (tels que les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) et le coût des terrains.

Sauf avis contraire, les données sont désaisonnalisées pour faciliter les comparaisons par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

Permis de bâtir



des composantes institutionnelle et commerciale. En Nouvelle-Écosse, où la valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 12,1 % en 1997, les projets de construction industrielle et institutionnelle ont fait l'objet de baisses importantes.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de décembre 1997 de **Permis de bâtir** (64-001-XPB, 24 \$ / 240 \$, en version papier et 64-001-XMB, 25 \$ / 135 \$, en version microfiche) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Internet : burejoa@statcan.ca. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Alain Paquet, Division de l'investissement et du stock de capital au (613) 951-2025. Internet : paquala@statcan.ca.

(suite à la page 4)

... Valeur des permis de construction en hausse

Permis de construction¹, décembre 1997

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent	Millions de dollars	Variation en %, mois précédent
Canada	2 924	2,3	1 543	2,4	1 382	2,2
Terre-Neuve	15	22,5	11	9,8	5	64,8
Île-du-Prince-Édouard	10	52,4	6	30,7	4	110,8
Nouvelle-Écosse	40	- 26,7	27	3,0	13	- 53,4
Nouveau-Brunswick	34	16,0	15	- 14,3	19	60,4
Québec	418	- 9,7	218	- 4,4	200	- 14,9
Ontario	1 312	8,7	670	- 3,4	642	25,2
Manitoba	59	- 2,2	34	38,7	26	- 29,7
Saskatchewan	85	43,3	30	50,6	55	39,6
Alberta	483	- 10,4	296	27,0	186	- 38,9
Colombie-Britannique	462	10,8	230	- 5,7	231	34,2
Yukon	4	- 46,7	3	2,3	1	- 85,5
Territoires du Nord-Ouest	2	- 24,5	2	58,8	1	- 70,9

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Les fabricants demeurent optimistes

Durant la plus récente Enquête sur les perspectives du monde des affaires, tenue en janvier, les fabricants ont dit s'attendre à ce que la production s'accroisse légèrement au premier trimestre. Ils sont également demeurés optimistes quant aux perspectives d'emploi. Les fabricants étaient satisfaits du niveau actuel des stocks de produits finis et des commandes en carnet. Même s'ils s'avaient moins satisfaits du niveau de leurs nouvelles commandes, ils en étaient tout de même heureux.

Même si 23 % des fabricants s'attendaient à voir la production monter, 7 % ont indiqué qu'elle pourrait baisser. Le bilan des opinions enregistré en janvier (+ 16) était supérieur de trois points à celui observé en octobre 1997. Dans l'ensemble, pas moins de 93 % de fabricants pensaient que la production augmenterait ou demeurerait relativement stationnaire au premier trimestre de 1998.

Environ 17 % des fabricants ont indiqué qu'ils prévoyaient augmenter leurs effectifs durant les trois premiers mois de 1998. Environ la moitié moins (9 %) s'attendaient à diminuer leurs effectifs, alors que les trois quarts (74 %) prévoyaient apporter peu de changements.

La plupart (environ 80 %) des fabricants étaient satisfaits du niveau actuel de leurs stocks de produits finis. Quelques-uns (6 %) ont déclaré que leurs stocks étaient trop bas et 14 % ont dit qu'ils étaient trop élevés. Le bilan des opinions quant au niveau actuel des commandes en carnet était de + 3 en janvier, ce qui représente une hausse de trois points par rapport à l'enquête précédente. Quelque 15 % des fabricants estimaient que le nombre de commandes en carnet était plus élevé que la normale, ce qui était le cas de 11 % d'entre eux en octobre. Près des trois quarts des fabricants ont répondu que les commandes en carnet se trouvaient à un niveau quasi normal en janvier.

Les fabricants n'étaient pas aussi satisfaits du niveau actuel de leurs nouvelles commandes, le bilan des opinions à cet égard ayant

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires a lieu en janvier, en avril, en juillet et en octobre, et la plupart des réponses sont recueillies durant les deux premières semaines de ces mois. Les résultats sont fondés sur les réponses d'environ 5 000 fabricants et sont pondérés selon la valeur des livraisons ou le nombre d'employés d'un fabricant. Par conséquent, les grands fabricants ont une incidence plus forte sur les résultats que les petits fabricants.

Les données ont été révisées rétroactivement jusqu'à 1995. Les révisions sont attribuables à la mise à jour de l'échantillon et des pondérations et ont généralement une faible incidence sur les données déjà publiées. Sauf celles portant sur les difficultés de production, les données sont désaisonnalisées.

Il se peut que l'enquête de janvier ne reflète pas entièrement l'impact de la tempête de verglas, de nombreux répondants ayant répondu avant le désastre.

fléchi de 9 points. En janvier, 29 % ont déclaré recevoir davantage de nouvelles commandes, comparativement à 35 % lors de l'enquête d'octobre. Et 11 % ont dit en recevoir moins, comparativement à 8 % au dernier trimestre. Bien qu'à la baisse, le bilan actuel est demeuré plus positif que la plupart de ceux enregistrés en 1995 et en 1996.

Sept pour cent (7 %) des fabricants craignaient une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le nombre de fabricants déclarant une pénurie de main-d'œuvre non qualifiée est redescendu sous 1 %, après avoir été de 1 % au cours des deux dernières enquêtes. Les pénuries de matières premières (2 %) et de fonds de roulement (2 %) ont également été invoquées comme des obstacles à la production. Quelque 83 % des fabricants ne voyaient aucun obstacle.

(suite à la page 5)

... Les fabricants demeurent optimistes

Enquête sur les perspectives du monde des affaires, janvier 1998

	1997				1998
	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier
Bilan des opinions :					
Production	28	6	14	13	16
Nouvelles commandes	21	27	22	27	18
Commandes en carnet	- 1	- 7	2	0	3
Stocks	- 9	- 6	0	- 5	- 8
Emploi	3	5	5	10	8

Indice de l'offre d'emploi : aucun changement

L'indice de l'offre d'emploi est demeuré inchangé en janvier. C'était la première fois en 17 mois qu'il ne connaissait pas d'augmentation d'un mois à l'autre. Même s'il n'a pas bougé, l'indice est demeuré à son plus haut niveau en sept ans.

Indice de l'offre d'emploi, janvier 1998 (1996 = 100), données désaisonnalisées

	Indice	Variation en %, année précédente	Variation en %, mois précédent
Canada	111	19,8	0,0
Terre-Neuve	110	22,7	2,3
Île-du-Prince-Édouard	117	6,8	0,0
Nouvelle-Écosse	109	21,1	0,0
Nouveau-Brunswick	106	38,7	2,8
Québec	102	17,6	0,8
Ontario	113	18,6	0,8
Manitoba	117	25,6	0,7
Saskatchewan	115	23,5	0,7
Alberta	124	23,5	1,9
Colombie-Britannique	111	7,2	- 4,0

Augmentation des ventes annuelles des grands magasins

En 1997, les ventes des grands magasins ont fait un bond de 10,3 % par rapport à 1996, pour atteindre 15 929,3 millions de dollars. Il s'agit d'une hausse supérieure au double de celles enregistrées au cours de chacune des trois années précédentes. L'Alberta a connu l'augmentation la plus forte (+ 14,0 %), suivie de la Saskatchewan (+ 11,6 %) et de l'Ontario (+ 11,2 %). Le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont enregistré les hausses annuelles les plus faibles.

De tous les rayons, celui des vêtements et des accessoires pour dames a conservé la part du lion (14,3 %) (en pourcentage des ventes annuelles), malgré la baisse constante amorcée en 1994 à 16,4 %. La part du rayon des vêtements pour hommes (9,1 %) n'a cependant connu aucune variation appréciable depuis 1994. Celle du rayon des vêtements pour garçons, filles, enfants et bébés a légèrement diminué, pour descendre à 5,8 %.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2843 à 2845.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard, Division de l'industrie au (613) 951-3507. Internet : robilcg@statcan.ca.

Note aux lecteurs

L'indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 grandes régions métropolitaines. L'indice est un indicateur de l'intention des entreprises d'embaucher de nouveaux travailleurs. Il a été désaisonnalisé et lissé pour faciliter les comparaisons mensuelles.

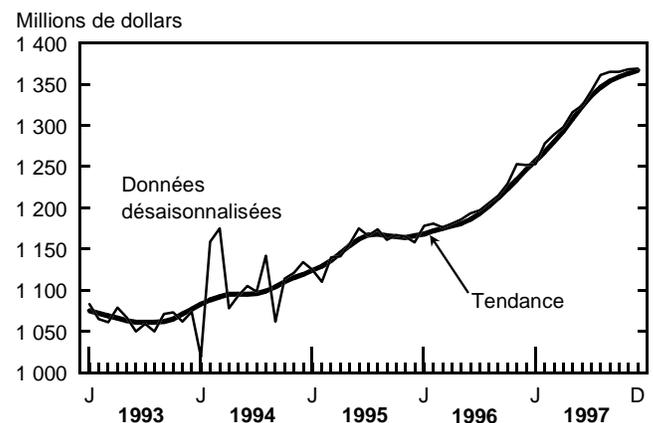
Les hausses enregistrées en Alberta (+ 1,9 %), à Terre-Neuve (+ 2,3 %) et au Nouveau-Brunswick (+ 2,8 %) ont été contrebalancées par une baisse de 4,0 % en Colombie-Britannique. Dans toutes les autres provinces, l'indice a peu changé par rapport à décembre 1997.

Les mouvements récents du nombre d'annonces d'offre d'emploi concordent avec ceux des autres indicateurs économiques.

Données stockées dans CANSIM : matrice 105 (niveaux 8 à 10).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Michael Scrim, Division du travail au (613) 951-4085. Télécopieur : (613) 951-4087. Internet : labour@statcan.ca.

Ventes des grands magasins



(suite à la page 6)

... Augmentation des ventes annuelles des grands magasins

Dans les autres rayons, la part du matériel de détente au foyer s'est accrue par rapport à 1994 (+ 1,0 point de pourcentage). Par contre, celle du rayon des meubles et des gros appareils ménagers a chuté de 1,1 point de pourcentage. Des hausses ont aussi été observées du côté des articles ménagers et petits appareils électriques et du côté des jouets et jeux.

En décembre 1997, les ventes des grands magasins sont demeurées stationnaires. Elles se sont accrues de 0,1 % (données désaisonnalisées) par rapport à novembre, pour atteindre 1 369,2 millions de dollars. Elles ont toutefois augmenté de 9,4 % par rapport à décembre 1996 en raison des fortes hausses observées au cours des huit premiers mois de l'année.

Toutes les provinces ont enregistré des augmentations d'une année à l'autre (désaisonnalisées) en décembre. À leur tête venaient l'Alberta (+ 16,0 %), la Saskatchewan (+ 12,9 %) et le Manitoba (+ 11,8 %). Les grands magasins du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont connu les augmentations d'une année à l'autre les plus faibles.

Données stockées dans CANSIM : matrices 111 à 113.

Le numéro de décembre 1997 de *Ventes et stocks des grands magasins* (63-002-XPB, 17 \$ / 165 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jason Randall, Division de la statistique du commerce au (613) 951-5668. Internet : randjas@statcan.ca.

Note aux lecteurs

Le secteur des grands magasins a traversé une période de restructuration de 1993 à 1994. Pour obtenir une analyse cohérente, toutes les références aux marchandises sont basées sur la structure du secteur en 1994.

Les données désaisonnalisées sur les ventes, les stocks et les comptes à recevoir ont été révisées rétroactivement jusqu'à janvier 1994. Les données non désaisonnalisées de 1997 sur les ventes ont également été révisées. Ces données révisées sont maintenant disponibles dans CANSIM ou sur demande en s'adressant à la Division de la statistique du commerce.

Le numéro de décembre sera le dernier de Ventes et stocks des grands magasins dans sa forme actuelle. Les ventes par province et les ventes désaisonnalisées des grands magasins continueront d'être diffusées. À compter du mois de référence de janvier 1998, les données par rayon seront toutefois diffusées dans la nouvelle publication intitulée Enquête mensuelle sur les détaillants majeurs.

Ventes des grands magasins incluant les concessions, décembre 1997

Données non désaisonnalisées

	Décembre 1997	Décembre 1996 à décembre 1997	Janvier à décembre 1997	Janvier- décembre 1996 à janvier- décembre 1997
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
Canada	2 529,3	11,5	15 929,3	10,3
Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard	49,0	11,9	298,3	9,4
Nouvelle-Écosse	86,9	8,7	505,6	7,7
Nouveau-Brunswick	63,6	9,2	379,5	7,6
Québec	414,9	9,6	2 884,5	8,9
Ontario	1 094,8	11,4	6 707,8	11,2
Manitoba	104,3	11,8	661,9	7,8
Saskatchewan	82,2	12,9	517,7	11,6
Alberta	295,0	16,0	1 811,9	14,0
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	338,7	11,2	2 162,1	8,0

Mariages et divorces en baisse

Au total, 156 692 mariages ont été célébrés au Canada en 1996, un chiffre en baisse de 2,2 % par rapport à l'année précédente. En 1996, l'âge moyen des personnes se mariant pour la première fois a quelque peu augmenté tant chez les hommes (29,3 ans, en hausse de 0,3 an) que chez les femmes (27,3 ans, en hausse de 0,2 an). Toutefois, le taux de nuptialité (le nombre de mariages pour 1 000 habitants) a fléchi, passant de 5,4 à 5,2 (par rapport au sommet de 7,0 en 1988). Toutes les provinces ont affiché une faible baisse du nombre de mariages, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

Par ailleurs, 71 528 couples ont obtenu le divorce en 1996, en baisse de 7,9 % par rapport à 1995; il s'agit du niveau le plus bas depuis 1985. Les modifications à la *Loi sur le divorce*, qui permettaient de prononcer un divorce après une année de séparation au lieu de trois, sont entrées en vigueur en 1986. Ces modifications ont entraîné le nombre toujours inégalé de 96 200 divorces en 1987.

En 1996, les plus fortes baisses du nombre de divorces ont été observées en Ontario et au Québec. Ainsi, en Ontario, 25 035 couples ont mis fin officiellement à leur mariage (- 14,7 %) et au Québec, 18 078 couples ont obtenu le divorce (- 10,2 %). Le nombre de divorces a légèrement fléchi dans les autres provinces, à l'exception de la Colombie-Britannique (+ 5 %), et de Terre-Neuve (+ 8 %).

(suite à la page 7)

... Augmentation des ventes annuelles des grands magasins

Un certain nombre de facteurs pourraient être à l'origine de la diminution de 7,9 % enregistrée en 1996. Parmi ceux-ci figure la baisse du nombre de mariages célébrés à l'échelle nationale entre 1990 et 1991, étant donné que la fréquence des divorces atteint son niveau maximum après cinq ou six ans de mariage.

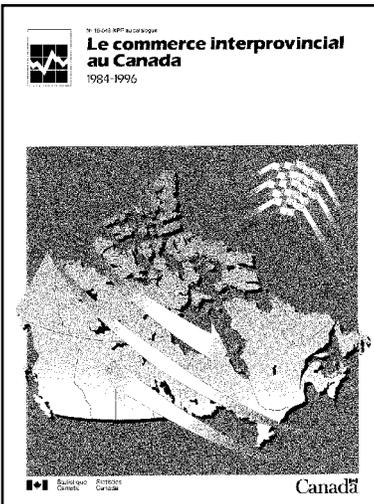
Selon le rapport annuel de 1997 de la Société du barreau du Haut-Canada, le nombre de causes de divorce complétées et financées par le régime d'aide juridique de l'Ontario est tombé à 5 800 au

cours de l'exercice financier de 1996-1997 (d'avril à mars), comparativement à 11 600 l'année précédente. Le coût du divorce pouvant inciter des conjoints à demeurer séparés officiellement, il se pourrait en effet que la diminution du nombre de divorces financés par l'aide juridique ait contribué à la baisse des divorces en Ontario, particulièrement chez les couples à faible revenu. (Cette province a enregistré 35 % des divorces en 1996.)

Données stockées dans CANSIM : matrice 7.

Pour plus de renseignements, communiquez avec François Nault au (613) 951-1764, Division des statistiques sur la santé.

Nouveautés de Statistique Canada



N° 15-546-XPF/15-546-XIF/15-546-XDF
Le commerce interprovincial au Canada
1984-1996

Canada

Commerce interprovincial 1984 à 1996

L'évolution du commerce interprovincial au Canada de 1984 à 1996 a été façonnée par une série d'événements économiques et politiques qui ont modifié la manière et l'importance avec lesquelles les provinces se sont échangé des biens et services entre elles et ont commercé collectivement en tant que nation. La mondialisation sans cesse croissante des marchés, l'entrée en vigueur en 1989 d'un accord de libre-échange avec le plus important partenaire commercial du Canada et l'avènement, par la suite, de l'Accord sur le libre-échange nord-américain ont amené les provinces à rechercher de nouveaux marchés à l'extérieur du Canada et à élargir ceux déjà existants. De même, le libre-échange et l'émergence de nouvelles superpuissances économiques, notamment la Chine, ont augmenté la compétition pour le dollar canadien au niveau de la consommation.

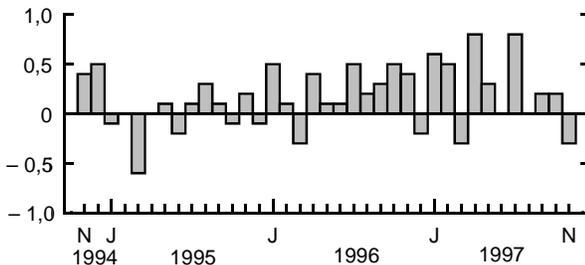
Le commerce interprovincial au Canada, 1984-1996 renferme 160 pages de textes, de graphiques et de tableaux. Cette étude présente une analyse des flux du commerce interprovincial et international de 1984 à 1996 au Canada. Chaque province et territoire est examiné séparément à la lumière des développements et des événements économiques qui ont eu une influence sur ses échanges commerciaux à l'intérieur et à l'extérieur du Canada.

Le commerce interprovincial au Canada, 1984-1996 (15-546-XPF, 55 \$ en version papier; 15-546-XIF, 41 \$ en version internet ou 15-546-XDF, 55 \$ sur disquette) est maintenant en vente sur support de papier, sur disquette ou sur internet. Pour plus de renseignements, communiquez avec Ronald Rioux, Division des entrées-sorties au (613) 951-3697. Internet : riouxr@statcan.ca.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

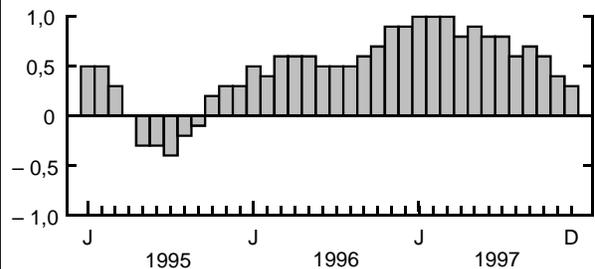
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a diminué de 0,3 % en novembre.

Indice composite

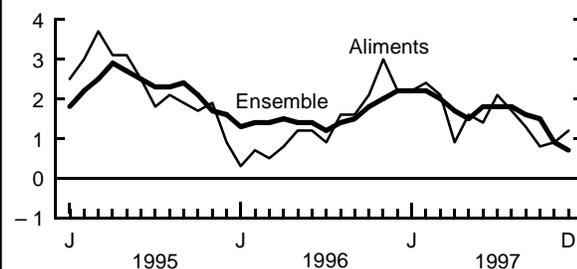
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,3 % en décembre.

Indice des prix à la consommation

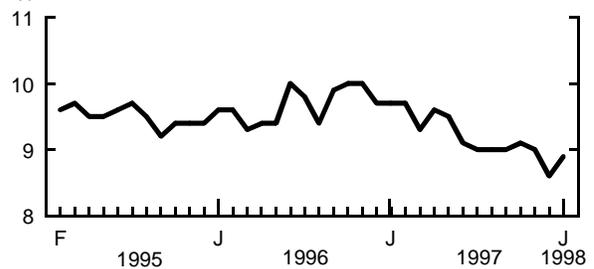
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 0,7 % de plus pour l'achat de biens et de services en décembre 1997, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,2 %.

Taux de chômage

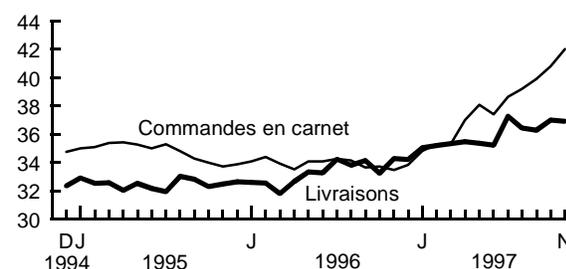
%



En janvier, le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage, pour s'établir à 8,9 %.

Fabrication

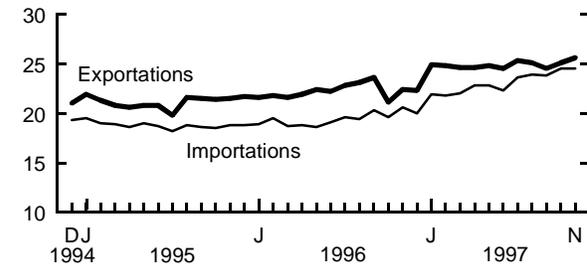
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 0,3 % en novembre pour s'établir à 36,9 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet s'est accrue de 2,6 % pour atteindre 42,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En novembre, les exportations de marchandises ont monté de 1,5 % par rapport à octobre, pour s'inscrire à 25,6 milliards de dollars. Les importations ont fléchi de 0,9 %, pour atteindre 24,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	novembre	697,6	- 0,3 %	3,3 %
Indice composite (1981 = 100)	décembre	202,2	0,3 %	9,2 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 1997	27,7	2,7 %	11,9 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	3 ^e trim. de 1997	86,2	1,2 †	2,9 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	novembre	19,5	- 1,2 %	4,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	novembre	123,4	3,4 %	15,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier*	14,1	0,0 %	2,5 %
Taux de chômage (%)	janvier*	8,9	0,3 †	- 0,8 †
Taux d'activité (%)	janvier*	64,9	0,1 †	0,2 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	octobre	37,48	0,2 %	3,8 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	novembre	601,64	0,9 %	1,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	25,6	1,5 %	7,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	24,5	- 0,9 %	15,4 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	novembre	1,0	6,0	- 1,5
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre	36,9	- 0,3 %	5,7 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre	38,0	- 0,1 %	9,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre	42,0	2,6 %	23,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre	1,30	0,01	- 0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	décembre	137,8	- 0,1 %	0,7 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	décembre	120,0	- 0,2 %	0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	décembre	118,4	- 4,1 %	- 10,9 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	novembre	133,4	0,4 %	1,2 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Andrée Hébert, (613) 951-1189; Internet : hebeand@statcan.ca.
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088; Internet :
prevcha@statcan.ca.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année. Les
prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 6 au 12 février 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
La revue des céréales et des graines oléagineuses	novembre 1997	22-007-XPB	15/149	15/149
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Juristat : Enfants disparus et enlevés				
Version internet	1996	85-002-XIF	7	7
Version papier	1996	85-002-XPF	10/93	10/93
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information : population active	semaine se terminant le 17 janvier 1998	71-001-PPB	11/103	11/103
Statistiques chronologiques sur la population active	1997	71-201-XPB	114	114
ENTRÉES-SORTIES				
Le commerce interprovincial au Canada				
Version disquette	1984-1996	15-546-XDF	55	55
Version internet	1984-1996	15-546-XIF	41	41
Version papier	1984-1996	15-546-XPF	55	55
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Fil d'acier et certains produits de fils métalliques	décembre 1997	41-006-XPB	7/62	7/62
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	4 ^e trimestre 1997	25-002-XPB	8/25	8/25
Papier-toiture asphalté	décembre 1997	45-001-XPB	7/62	7/62
Production et disposition des produits du tabac	décembre 1997	33-022-XPB	7/62	7/62
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	décembre 1997	41-011-XPB	7/62	7/62
Situation du sucre	4 ^e trim. 1997	32-013QXPB	13/41	13/41
Transport du pétrole par pipelines	novembre 1997	55-001-XPB	12/114	12/114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir				
Version internet	décembre 1997	64-001-XIB	19	19
Version microfiche	décembre 1997	64-001-XMB	25/140	25/140
Version papier	décembre 1997	64-001-XPB	25/248	25/248
MESURE ET ANALYSE DES INDUSTRIES				
Produit intérieur brut par industrie	novembre 1997	15-001-XPB	15/145	15/145
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Commerce de détail	novembre 1997	63-005-XPB	21/206	21/206
TRANSPORTS				
Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain				
Version internet	1996	53-215-XIB	30	30
Version papier	1996	53-215-XPB	40	40

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Adresse Internet : **order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.